



COMMUNIQUE DE PRESSE

**L'extrême droite battue, continuons nos combats
pour consolider la démocratie et agir
pour le progrès social.**

Dès le 1er mai, mobilisons-nous pour les salaires, les emplois, les conditions de travail

La FSU se félicite que le danger immédiat d'une accession au pouvoir de l'extrême droite à l'occasion de l'élection présidentielle, soit écarté. La FSU avait appelé à la battre politiquement, le résultat de ce soir est une étape qui va dans ce sens.

Cependant, le danger continue bien d'être présent et l'extrême droite de se renforcer, élection après élection. Par rapport à 2017, le total des voix qui se sont portées sur elle au premier (un suffrage exprimé sur 3) comme au second tour (42% des suffrages exprimés) est beaucoup plus important. Ce sont les politiques libérales, leur captation de toutes les richesses produites et leur lot d'individualisation et de dégradation des conditions de vie qui favorisent cette progression. C'est aussi le rejet du bilan d'Emmanuel Macron, des politiques inégalitaires, liberticides et répressives qu'il a mises en œuvre durant cinq ans qui ont poussé nombre d'électeurs et électrices à faire un tel choix. Or Emmanuel Macron a présenté un projet électoral qui entend bien accélérer ces politiques produisant ressentiment et désespérance sociale, aggravant les inégalités, divisant la société. L'intention affirmée par Emmanuel Macron pendant la campagne de continuer sa politique de casse des solidarités en remettant en cause les retraites et les services publics, en prévoyant d'accélérer la fragilisation du service public d'éducation et du statut de ses personnels, en liant l'obtention du RSA à du travail gratuit sont inacceptables. Nous combattons pied à pied leur mise en œuvre.

Le président est réélu, mais avec 28% d'abstention et de nombreux votes blancs et nuls ; d'autre part le mode de scrutin imposait, pour la 3^e fois depuis 2002, et pour la deuxième fois consécutive, un choix intenable de second tour, voulu par le président-candidat et pour lequel il a déployé toute sa stratégie électorale : beaucoup ont voté « contre » la candidate de l'extrême droite, pour beaucoup il ne s'agit donc pas de l'adhésion à un programme comme l'atteste son score du premier tour (seulement 20% des inscrits).

Forte de sa légitimité à s'exprimer et à revendiquer, la FSU entend donc poursuivre et amplifier les mobilisations pour imposer dès maintenant d'autres politiques économiques, sociales et environnementales. Des jeunes de lycées et d'universités se sont mobilisés ces deux dernières semaines : il faut rassembler ces colères pour imposer un autre projet de société, porteur d'espoir dans l'avenir. La FSU portera ses revendications à l'occasion des élections législatives sur la base du manifeste qu'elle a publié. Elle entend ainsi prendre toute sa part pour y porter les aspirations du monde du travail à rebours du programme néolibéral du président élu. La campagne électorale a également permis l'émergence d'une volonté de rupture avec le libéralisme et les politiques écocides. Au premier tour de ce scrutin, des forces de progrès social ont réussi à rassembler une partie de la population, en particulier la jeunesse et les quartiers populaires, les DROM, redonnant espoir dans la capacité du mouvement social à construire le rapport de forces nécessaire.

Le 1^{er} mai doit être la prochaine étape de la construction d'un puissant mouvement social exprimant deux exigences : le refus de l'extrême droite et de ses idées, ainsi que l'exigence de mesures porteuses de progrès social, en faisant de la transition écologique un élément incontournable de ce mouvement. Plus nous serons nombreuses et nombreux, plus le message adressé sera explicite : volonté de rassembler très largement les forces progressistes du pays pour construire une société féministe, écologique et sociale, pour garantir les droits de toutes et tous, pour réduire drastiquement les inégalités, pour améliorer les conditions de vie en redistribuant les richesses, pour respecter la dignité de toutes et tous. Pour sortir le pays de la crise dans laquelle il est plongé, c'est la justice sociale qui est à l'ordre du jour.

Les Lilas, le 24 avril 2022.